

SOLIDARITÉ SCOLAIRE À TIZI-OUZOU

33 800 bénéficiaires

33 800 élèves des premier et deuxième paliers de l'enseignement ont bénéficié de la solidarité scolaire, selon un bilan du directeur de l'éducation présenté au conseil de wilaya. En effet, 14 millions de dinars ont été dégagés par la wilaya à cet effet.

Toutes les daïras sont concernées par cette action dont les indications sont suffisamment éloquentes pour souligner l'étendue du dénuement social à travers la wilaya de Tizi-Ouzou, réputée, dans les milieux officiels, dépourvue de pauvres. Hormis les milliers de couffins et les dizaines de milliers de repas servis par le Croissant-Rouge et certaines APC au cours du mois de Ramadan, et sans vouloir minimiser l'effort financier des pouvoirs publics, on pourrait dire, en paraphrasant les officiels

sans conviction, qu'il n'y a pas de pauvres dans la wilaya de Tizi-Ouzou. Il n'est pas sans intérêt d'observer, à cet égard, que sur les 21 daïras que compte la wilaya de Tizi-Ouzou, 6 comptent entre 2 094 et 3 273 élèves assistés et elles sont plus de la moitié à compter plus de 1 500 élèves nécessiteux recensés.

Le reste se situe entre 709 et 1 100. Une seule daïra, Beni-Yenni, où l'on a fermé des écoles pour cause de dénatalité, compte 392 élèves bénéficie de la

solidarité scolaire. Ce recensement reflète-t-il réellement l'état des lieux ? De plus, 111 000 élèves ont bénéficié de la prime de 3 000 DA allouée à la même catégorie d'enfants scolarisés distribuée à la hauteur de 95,43% au 19 octobre, selon le directeur de l'éducation.

Les daïras de Draâ-El-Mizan, de Draâ-Ben-Khedda, d'Aïn-El-Hammam et de Tizi-Ouzou occupent, à cet égard, les premières places en nombre de bénéficiaires avec respectivement 9 800, 9 220, 8 900 et 8 300, Ouaguenoun, Ouadhias, Boughni et Azazga viennent tout de suite derrière avec, dans l'ordre, 7 850, 7 000, 6 800 et 6 200.

Le transport scolaire figure également parmi les

sujets examinés lors de cette session du conseil de wilaya où l'on relève, entre autres, 142 véhicules affectés par le ministère de l'Intérieur aux collectivités locales et 68 distribués par le département de la Solidarité nationale. 303 établissements scolaires totalisant 24 910 élèves bénéficiaires sur un chiffre de 62 491 élèves concernés sont ciblés par ce parc de véhicules auxquels il convient d'ajouter 114 contrats signés avec les particuliers devant transporter 5 169 élèves d'après les indications de la même source qui estime le nombre d'élèves bénéficiaires du transport scolaire à travers la wilaya de 30 079 et à 221 le nombre de véhicules nécessaires.

B. T.

TIMIZART

Le FLN fait dans l'opposition

Le FLN s'essaie à l'opposition dans la commune de Timizart, daïra de Ouaguenoun, au nord-est de Tizi-Ouzou.

Ayant perdu le pouvoir au niveau local depuis longtemps, l'ex-parti unique essaye de rebondir. En effet, la kasma de cette commune a commis un pamphlet au vitriol à l'encontre de la majorité aux commandes de l'APC de Timizart. «La population de Timizart souffre le martyr en l'absence d'une gestion propre des affaires de la collectivité par l'actuelle équipe dirigeante, atteinte d'une myopie politique incurable et insurmontable», dénonce le parti de Belkhadem dans une déclaration rendue publique. Pour convaincre l'opinion, la kasma du FLN

aligne un certain nombre de griefs retenus contre l'exécutif municipal conduit par le maire FFS allié à un élu RCD. L'absence de transparence dans l'attribution des marchés publics, l'utilisation abusive des trois véhicules de service à des fins personnelles sont autant de griefs que l'ex-parti unique exhibe comme pour enfoncer les deux partis qui gèrent les affaires de la municipalité. La kasma fait remarquer dans son document que la prise en charge des salaires du personnel politique (vice-présidents et délégués spéciaux) est une dépense de trop pour une commune au budget déjà limité. Cet argent aurait pu, selon les militants du FLN, être dépensé dans des opérations d'utilité publique. Comme par exemple, la réfection des routes, dont

certaines sont dans un état lamentable. Le FLN ne s'explique pas, par ailleurs, le fait que la décharge publique ne soit ni délocalisée ni exploitée convenablement. Face à tous ces dysfonctionnements relevés par leurs soins, les partisans FLNistes de Timizart n'ont pas manqué de tomber à bras raccourcis sur le secrétaire général de l'APC, accusé, lui aussi, de tous les maux. Ils sollicitent le premier magistrat de la wilaya afin «de mettre un terme à la gestion anarchique et archaïque qui paralyse et hypothèque l'avenir de notre commune», est-il mentionné dans la déclaration du FLN, un parti qui digère mal son nouveau statut d'opposant auquel il n'est pas du tout préparé.

Gaya B.

SESSION CRIMINELLE À ORAN

121 affaires inscrites

Selon des sources sûres, près de 121 affaires sont inscrites au rôle de la prochaine session criminelle qui doit s'ouvrir samedi prochain au siège du palais de justice d'Oran.

Plusieurs affaires, une vingtaine, liées au meurtre ou au crime avec préméditation et trois autres ayant trait aux coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner figurent parmi les procès qui auront lieu durant cette session, qui se poursuivra jusqu'au 21 janvier 2009.

Les affaires de mœurs, de dilapidation de deniers publics, d'attentat à la pudeur, d'incendies volontaires et d'atteinte à l'économie nationale sont aussi inscrites. L'affaire qui a fait

couler beaucoup d'ancre l'an dernier passera, cette fois, en audience civile. Il s'agit des quarante-huit condamnés par la justice dans l'affaire de la BCIA.

La date retenue pour le procès est le 19 janvier prochain. Les condamnés comparaitront en audience civile durant laquelle la partie civile réclamera au tribu-

nal le montant des réparations des préjudices qui lui ont été causés par les auteurs reconnus coupables dans cette affaire.

A. B.

Le taux de remplissage des barrages passe à plus de 47%

En attendant que l'Algérie dispose d'ici 2010 d'environ 72 barrages d'une capacité réelle de 7,4 milliards de mètres cubes, contre 59 existant actuellement, son salut en matière de disponibilité de l'eau viendra de la clémence du ciel et des réserves qui sont stockées dans les différents barrages à chaque averse.

Alors que la semaine dernière, il était question de restriction et de baisse de la production au niveau de la station de Kahrama, cette semaine, et ce, grâce aux dernières pluies, l'on saura que le taux de remplissage de l'ensemble des barrages en exploitation à l'échelle de l'Ouest est passé à 47,16 durant le mois de septembre et la première quinzaine du mois d'octobre.

Selon nos sources, ces barrages ont enregistré les niveaux les plus élevés depuis ces dernières années. A l'exemple de celui de Sidi-Abdelli qui a connu un excédent de 1,6 million de mètres cubes durant le mois de septembre 2008 et la première quinzaine du mois d'octobre, et ce, par rapport à la même période en 2007.

Notre source nous indique qu'en dépit de l'arrêt temporaire d'une turbine de l'usine de dessalement de l'eau de mer Kahrama d'Arzew, il y a eu un apport de réserves hydriques de 30 000 m3/jour à partir du barrage de Fergoug, wilaya de Mascara, pour soulager les besoins de la population locale, qui sont estimés à 350 000m3/jour.

R. O.

ENTREPRISE DE GESTION  
TOURISTIQUE DE TLEMCCEN

L'espoir renaît

Après avoir traversé une période difficile, l'EGT Tlemcen semble remise sur les rails, et ce, grâce à la mobilisation des travailleurs et des cadres qui ont toujours cru en l'avenir de leur entreprise, qui, rappelons-le, n'a tiré aucun bénéfice d'une expérience de partenariat avec un groupe espagnol. Cette entreprise emploie plus de 400 personnes réparties à travers différents établissements : 4 stations thermales, celles de Bouhanifia, Hammam Boughrara, Hammam Rabi et Hammam Bouhadjar, ainsi que de 3 hôtels, les Zianides, la Tafna dans la wilaya de Tlemcen, et un établissement à Saïda, El Forssane en l'occurrence. En ce qui concerne l'unité des Zianides, l'heure est plutôt à l'optimisme, selon les dires de certains cadres de l'établissement. Sur le plan financier, il y a un net progrès, un bon chiffre d'affaires et toutes les créances sont réglées pour l'exercice 2008. Le plus important pour le personnel, ce sont les salaires qui sont assurés.

Cette embellie est venue à temps pour mettre fin au doute qui planait sur le devenir de l'entreprise. Il s'agit de la mise en examen de cadres de l'ex-staff poursuivis pour plusieurs délits et dont le procès a fait l'objet d'un deuxième report. Le jugement de cette affaire, qui a fait la une de la presse et qui était fixé pour le 13 juillet, a été reporté au 19 octobre puis finalement au 16 novembre.

Toutefois, les travailleurs de l'EGTT ne semblent pas très affectés par cette affaire qui relève de la justice. «Dieu merci, l'entreprise se porte bien, nous avons consenti des sacrifices et nous sommes prêts à relever le défi», nous confie un ancien cadre. Tant mieux pour le secteur du tourisme.

M. Zenasni

SIDI-BEL-ABBÈS

Délivrance du certificat de célibat en présence de l'intéressé

Les services de l'état civil de Sidi-Bel-Abbès, tous comme ceux certainement du reste du pays, ont été destinataires, depuis le 15 juillet dernier, d'une circulaire ministérielle interdisant catégoriquement toute délivrance de certificat de célibat à de tierces personnes en l'absence du concerné ou de la concernée.

Depuis juillet dernier, les citoyens sont confrontés à cette nouvelle mesure et le refus sans appel des préposés au guichet. Ces derniers justifient cela par les instructions émanant de leur responsable et la circulaire qui, d'ailleurs, est bien visible dans le hall du siège de l'état civil. Cette instruction suscite le courroux des proches des intéressés qui ne peuvent se présenter en personne pour diverses raisons, causant bien souvent de vives contestations au niveau du guichet chargé de la délivrance de ce document.

Ces derniers ne comprennent pas un tel refus vu, disent-ils, que «nous présentons la carte d'identité de l'intéressé» et que la délivrance de ce certificat n'est possible que lorsque le préposé se serait référé au registre de l'état civil. Mais d'après les informations que nous avons pu recueillir, cette interdiction viserait à dissuader des personnes véreuses. L'état civil ainsi en présence de l'intéressé (e) muni (e) de sa carte d'identité pourra confirmer l'existence réelle du demandeur, car dans certains cas, notamment dans l'établissement de la fridha, lors du partage d'un héritage, les assurances, des documents douteux sont quelquefois présentés.

Les harragas seraient aussi visés par cette interdiction. Selon certains qui sont parvenus de l'autre côté de la Méditerranée et qui veulent contracter une union en vue de régulariser leur situation de clandestin en sont intéressés.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

5 personnes d'une même famille décèdent

Après 11 jours de lutte contre la mort suite à un accident de la circulation, le jeune S. F., 21 ans, est décédé dans la nuit de dimanche à lundi dernier, aux UMC du CHU de Sidi-Bel-Abbès. Ainsi cinq personnes d'une même famille sont mortes dans ce tragique accident dans la soirée le 17 octobre dernier lorsque leur voiture est entrée en collision avec un camion de livraison de boissons gazeuses. Quatre ont péri sur le coup.

Il s'agit de la mère, ses 2 enfants S. R., 19 ans, et S. B., 16 ans, et sa sœur. Deux autres, gravement blessées, ont été évacuées aux UMC du CHU de Sidi-Bel-Abbès où l'une d'elles est le fils de la défunte a rendu l'âme à son tour. Un drame qui a secoué, une fois de plus, Sidi-Bel-Abbès.

A. M.